

MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS LETOURNEUR

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

25, Bld Besson Bey 16023 ANGOULEME
Tél. 05 45 38 60 60

DGA Ressources et Relations aux
administrés - Affaires juridiques
Numéro : 2026-A-102

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-2, L.5211-9, L5211-10, L.5216-4, L5216-5, L2122-17, L.2122-20, L.2122-21 et L.2122-23 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2019 modifiant la décision institutive de la Communauté d'agglomération du GrandAngoulême ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 25 bis ;

Vu la délibération n°67 du conseil communautaire du 23 avril 2026 portant élection de Monsieur Xavier BONNEFONT en qualité de Président de GrandAngoulême ;

Vu l'arrêté en vigueur portant organisation des services de GrandAngoulême ;

Considérant que le volume des affaires traitées par la Communauté d'agglomération du GrandAngoulême nécessite, dans un souci d'efficacité et d'amélioration du service rendu aux usagers, d'accorder une délégation de signature à des agents en situation d'autorité,

Monsieur Xavier Bonnefont, agissant en qualité de président de la communauté d'agglomération de GrandAngoulême,

ARRETE :

Article 1 : Sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation est accordée à Monsieur Jean-François LETOURNEUR, en sa qualité de directeur général des services, à effet de signer :

○ **En matière patrimoniale :**

- les conventions de mise à disposition gracieuse de salles de réunion entre GrandAngoulême et ses communes membres pour les besoins des services placés sous son autorité hiérarchique directe,

○ **En matière de commande publique**

- Pour les besoins du service « Espace CARAT » :
 - toute décision concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics (commandes de gré à gré) et des bons de commande, pris en exécution d'un accord-cadre, d'un montant supérieur ou égal à 1 000 € HT et inférieur à 5 000 € HT; à l'exception de :
 - les indemnités ou primes relatives à la réalisation des prestations par les candidats à une procédure de marché public,
 - l'exonération ou la réduction des pénalités de toute nature encourues par le titulaire d'un marché,
 - l'acceptation des protocoles d'accord transactionnels,

- les délégations de paiement (sous-traitant 2nd rang ou + / fournisseur),
 - les levées de retenue de garantie,
 - les mains levées de caution,
 - Les lettres de reconduction / non reconduction des marchés publics inférieurs à 40 000 € HT,
- Pour les besoins des directions : « coopérations internationales et contractualisations », « transition écologique », « planification urbaine », « information territoriale », « conseil de développement », « prospective territoriale », « économie, innovation et enseignement supérieur », « emploi, économie sociale et solidaire », « résilience alimentaire et commerce », « communication institutionnelle », et « marketing territorial ».
 - toute décision concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics (commandes de gré à gré) et des bons de commande, pris en exécution d'un accord-cadre, d'un montant supérieur ou égal à 2 000 € HT et inférieur à 5 000 € HT et leurs avenants éventuels, à l'exception de :
 - les indemnités ou primes relatives à la réalisation des prestations par les candidats à une procédure de marché public,
 - l'exonération ou la réduction des pénalités de toute nature encourues par le titulaire d'un marché,
 - l'acceptation des protocoles d'accord transactionnels,
 - les délégations de paiement (sous-traitant 2nd rang ou + / fournisseur),
 - les levées de retenue de garantie,
 - les mains levées de caution, .
 - les lettres de reconduction / non reconduction des marchés publics inférieurs à 40 000 € HT,
- **En matière de ressources humaines**
 - les consignes liées à la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail des agents,
 - les ordres de mission des agents de la direction générale des services et les certificats de prise en charge des frais réels afférents,
 - **En matière juridique**
 - les conventions d'honoraires conclues avec les cabinets d'avocats,
 - les mémoires et conclusions produits par GrandAngoulême sans ministère d'avocat,

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LETOURNEUR, la présente délégation de signature est exercée par :

- Madame Catherine MOUSSY, en sa qualité de Directrice générale adjointe en charge de la direction générale adjointe « *Ressources et relations aux administrés* ».
- En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine MOUSSY, par Monsieur Arnaud LATOUR en sa qualité de Directeur général adjoint en charge de la direction générale adjointe « *Cohésion territoriale et appui aux communes* ».
- En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud LATOUR, par Monsieur Patrick ADVENIER, en sa qualité de Directeur général adjoint en charge de la direction générale adjointe « *Patrimoine public et environnement* ».

Article 3 : Lorsque l'un des bénéficiaires de la présente délégation de signature estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe sa hiérarchie. Il s'abstient également d'user de la présente délégation de signature qui est alors exercée par l'un des autres bénéficiaires dans le respect de l'ordre de priorité institué au présent arrêté.

Article 4 : Sous réserve de sa parfaite notification, la délégation de signature consentie par le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification aux intéressés. Elle demeurera applicable tant qu'elle ne sera pas rapportée.

Article 5 : Tous les documents signés par l'un des bénéficiaires dans le cadre de la présente délégation porteront la mention suivante :

Par délégation,
Pour le président,
Le XXX,

(insertion signature)

Prénom et nom de l'agent
Intitulé du poste/fonctions

Article 6 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

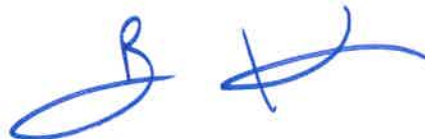
- affiché et notifié à l'intéressé
- transmis au contrôle de légalité.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de GrandAngoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification, étant entendu que l'absence de réponse dans un nouveau délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement effectué. Ce recours contentieux peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Angoulême, le 26 MAI 2026

Le Président,



Xavier BONNEFONT

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture,
Le 26 MAI 2026
Publié ou notifié,
Le 27 MAI 2026